AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA SCIENCES SOCIALES

N° 1-2/01 - NOVEMBRE 2001
15ème année
ISSN 0988-3266

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

IMPACTS SUR LE SECTEUR LAITIER EUROPÉEN DE SCÉNARIOS DE RÉFORME DE LA POLITIQUE LAITIÈRE COMMUNAUTAIRE

1 - Objet de la recherche

L'Accord de Berlin a établi une réforme graduelle de la politique laitière de l'Union Européenne (UE) qui se traduira à terme par une augmentation des quotas laitiers de 2,4%, une baisse des prix d'intervention de 15% et l'introduction d'un transfert direct aux producteurs de 2,8 milliards d'Euros. Cet accord prévoit également une clause de révision de la politique laitière en 2003. En particulier, l'UE devra décider si elle maintient le système des quotas au-delà de 2007-2008. De plus, les négociations actuelles et futures de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) entraînent des pressions sur différents volets qui pourraient rendre les réformes de l'Agenda 2000 insuffisantes et imposer de nouvelles réformes de l'OCM du lait pour aller vers une plus forte intégration du secteur laitier de l'UE aux marchés mondiaux des produits laitiers. Ainsi, la politique laitière européenne, après une longue phase de stabilité, est en passe d'être redéfinie.

L'équipe Marchés Agricoles et Industries Agro-alimentaires (MAIA) de l'unité Économie et Sociologie Rurales (ESR) de Toulouse a développé, avec le soutien du Centre National Interprofessionnel de l'Économie Laitière (CNIEL), un programme de recherche centré sur l'analyse des impacts de différents scénarios d'évolution de la politique laitière européenne [1].

L'objectif de nos recherches est de comparer les effets sur les marchés laitiers et sur les revenus des agents de différents scénarios de réforme de la politique laitière européenne. A cette fin, nous utilisons un modèle d'équilibre partiel du secteur laitier européen qui est brièvement décrit dans la section suivante. La section 3 présente les scénarios et les principaux résultats.

2 - Méthodes et données mobilisées

Le modèle du secteur laitier européen qui est utilisé présente les caractéristiques suivantes :

· Une modélisation de l'ensemble de la filière incluant l'offre de lait, la transformation de lait en produits finaux et la demande de produits finaux.

· La prise en compte du caractère multi-produits de l'industrie laitière dans la mesure où le lait est transformé en un grand nombre de produits (lait liquide, fromages, beurre, etc.). Une analyse désagrégée de l'industrie laitière est nécessaire pour tenir compte des changements de la production et du prix des produits finaux induits par des modifications de l'environnement économique et réglementaire. Ceci est d'autant plus nécessaire que les instruments de la politique laitière sont le plus souvent spécifiques à un produit laitier donné (soutien des prix du beurre et de la poudre de lait écrémé (PLE) par exemple).

· La prise en compte de la technologie de transformation du lait. En particulier, le modèle considère les deux principaux composants du lait (matière grasse, matière protéique) et impose des contraintes d'équilibre des bilans pour ces composants.

· La modélisation des différents instruments de politique laitière utilisés par l'UE : les quotas laitiers, les prix d'intervention pour le beurre et la PLE, les quantités maximales d'achat public de beurre et de PLE, les subventions à la consommation (beurre, PLE), les subventions à la production (caséines), les restitutions à l'exportation, les droits de douane et les quotas d'importation. Nous modélisons également les contraintes imposées par l'accord agricole de l'Uruguay Round (AAUR) en matière d'exportations subventionnées et d'importations (accès minimum et courant).

· La prise en compte des caractéristiques du secteur laitier dans les différents États Membres telles que des différences de coûts de production du lait selon les États Membres, des profils de transformation de lait en produits finaux et des profils de consommation par pays.

Le modèle développé suppose un ajustement immédiat des variables au scénario testé. Ce n'est donc pas un modèle de prévision. Il s'agit plutôt d'un modèle permettant d'analyser l'impact de scénarios sur les équilibres de marché et de comparer l'impact de différents scénarios.

Le modèle empirique considère 2 produits agricoles (lait de vache et autres laits) et 10 produits finaux : beurre,

[1] Ce programme de recherche a également bénéficié d'un soutien financier de l'UE (programme FAIR5-CT97-3481) et de la région Midi-Pyrénées. Il a été développé en collaboration avec des chercheurs de l'Université du Wisconsin à Madison.

Edité par le Département d'Economie et de Sociologie Rurales de l'Institut National de la Recherche Agronomique
Mission Publications : 65, Bd de Brandebourg, 94205 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. 01 49 59 69 00
Directeur de la publication : Hervé Guyomard – Rédaction : Didier Aubert (Rédacteur en chef), Suzanne Jumel
Reproduction partielle autorisée avec mention de l'origine.

poudre de lait écrémé (PLE), poudre de lait entier et demi-écrémé, lait concentré, lait liquide, produits laitiers frais, caséine, fromages pâtes dures et demi-dures, fromages fondus, autres fromages. L'Union européenne est divisée en 9 zones : (1) France, (2) Allemagne et Autriche, (3) Belgique et Luxembourg, (4) Pays-Bas, (5) Danemark, (6) Espagne et Portugal, (7) Italie et Grèce, (8) Suède et Finlande, et (9) Royaume-Uni et Irlande. Chaque zone produit du lait, consomme des produits laitiers et échange des produits laitiers avec les autres zones. En plus des zones de l'UE, nous avons introduit le reste du monde pour pouvoir analyser les liens existants entre l'UE et le marché mondial des produits laitiers où l'UE est considérée comme un "grand pays" [2] .

Pour un scénario donné de politique laitière, le modèle permet de déterminer les prix et les productions de lait à la ferme et des dix produits laitiers pour les zones distinguées et l'ensemble de l'UE. Il permet également de calculer les prix des deux composantes du lait, la matière grasse et la matière protéique, et pour chaque produit laitier, les consommations subventionnées et non subventionnées, les achats publics (beurre et PLE), les exportations subventionnées et non subventionnées ainsi que les importations sous accès minimum ou courant et les importations hors quotas. Le modèle permet également de déterminer les impacts des réformes de la politique laitière sur le surplus des producteurs, des contribuables et des consommateurs. Il est donc possible en sommant les surplus de déterminer l'impact global sur le bien-être de l'UE des réformes simulées (voir encadré). La structure du modèle permet d'analyser de nombreuses réformes de la politique laitière et plus particulièrement des scénarios de suppression des quotas laitiers, de variation des subventions à l'exportation, à la production et à la consommation, de variation des quantités maximales d'exportations subventionnées autorisées par le GATT et de variation des niveaux des accès minimum et courant.

Tous les résultats sont présentés en variation relative par rapport à un scénario de référence (indice base 100 pour le scénario de référence). Le scénario de référence reproduit l'année 2000 à partir de l'année de base 1995 utilisée pour calibrer le modèle. Les quotas laitiers sont fixés à leur niveau en 2000, les demandes de produits laitiers représentent la demande pour l'année 2000. Celle-ci est obtenu par extrapolation de la demande observée en 1995 en utilisant des tendances d'évolution spécifiques pour les différents produits laitiers. L'offre et la demande de produits finaux sur les marchés mondiaux représentent une situation moyenne sur les marchés mondiaux entre 1996 et 1999. Nous supposons également que les contraintes imposées par l'accord agricole de l'Uruguay Round (AAUR) en matière d'exportations subventionnées et d'accès d'importations sont celles correspondant à la dernière année d'application de l'accord (sixième année sans report des excédents passés) et qu'elles sont totalement mises en œuvre. Enfin, nous fixons les subventions à la consommation et à la production à leur niveau observé en 2000 et les subventions à l'exportation sont égales à la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux.

Définition du surplus et du bien-être

Le surplus des producteurs agricoles correspond au revenu des producteurs agricoles. La variation de surplus mesurée dans les différents scénarios représente donc la variation du revenu des producteurs agricoles. Le surplus de l'industrie n'est pas présenté ici. Dans le modèle utilisé, le meilleur indicateur de l'impact des réformes sur les profits de l'industrie de transformation est fourni par la variation du volume de production de chaque produit laitier. Ainsi, la variation en pourcentage de la production donne une première estimation de la variation en pourcentage des revenus du secteur. Le surplus des consommateurs représente la différence entre ce que les consommateurs seraient prêts à payer pour acquérir les biens qu'ils ont achetés (en supposant que chaque consommateur paie un prix égal à sa 'disposition à payer') et ce qu'ils ont réellement payé. La variation de surplus représente le gain (ou la perte) pour les consommateurs, exprimée en valeur monétaire, lié à la variation des prix des produits induite par les réformes étudiées. Le surplus du contribuable est égal à la différence entre les recettes budgétaires du secteur (les taxes sur les importations) et les dépenses budgétaires du secteur (subventions aux exportations, subventions à la consommation intérieure, subventions à la production, coût de la politique d'intervention et coût des aides directes le cas échéant). Le bien-être est une mesure agrégée des impacts sur les différents agents (producteurs, consommateurs, contribuables). D'un point de vue collectif, une mesure sera jugée collectivement souhaitable si elle conduit à une augmentation du bien-être. Inversement, une mesure ne sera pas jugée collectivement souhaitable si elle conduit à une diminution du bien-être. De façon générale, la variation de bien-être se définit comme une somme pondérée de la variation de surplus des différents agents. Nous avons considéré ici que les pondérations étaient identiques pour tous les agents.

3 - Scénarios de réforme et principaux résultats

Nous étudions deux types de scénarios. Le premier analyse l'impact d'un changement du niveau de soutien en présence de quotas alors que le second aborde l'impact d'un changement du niveau de soutien lorsque les quotas laitiers sont supprimés.

Quotas laitiers et nouveau cycle de négociation de l'OMC

Les trois premiers scénarios visent à comparer les conséquences de l'accord de Berlin avec celles de scénarios alternatifs définis de telle sorte qu'ils aient le même impact sur le revenu des producteurs. Ainsi, on se place dans un régime de quotas laitiers et on suppose que les négociations multilatérales conduisent à un nouveau cycle de libéralisation des échanges dans la droite ligne de l'AAUR [3]. On compare alors les effets d'un scénario de baisse du soutien et d'augmentation des quotas [4] (scénario "Berlin + OMC"), d'un scénario de baisse du soutien à quotas inchangés [5] (scénario "Baisse Subvention + OMC") et d'un scénario de suppression complète des aides intérieures et des subventions à l'exportation mais en limitant la baisse des prix du lait à la ferme par une réduction des quotas [6] (scénario "Baisse quota + suppression du soutien") [7]. Enfin, chaque scénario inclut les paiements directs décidés dans le cadre de l'accord de Berlin, soit 2,9 milliards d'Euros . On suppose ici que ces aides sont découplées de la production, elles n'interviennent donc pas sur les équilibres de marché. On notera

[2] En 1999, la part de l'UE dans les échanges mondiaux de produits laitiers était de 27% pour le beurre, de 45% pour le fromage, de 26% pour la PLE et de 48% pour la poudre de lait entier.

[3] On suppose la mise en place d'un nouveau cycle de réduction des exportations subventionnées et d'augmentation des possibilités d'importation. En matière d'exportations, on suppose que les contingents en volume et en valeur sont à nouveau réduits de, respectivement, 21% et 36% par rapport à la période de référence (1986-1989). En ce qui concerne les importations on suppose que les accès minimum et courant sont doublés par rapport aux niveaux de 2001.

[4] On considère une baisse des restitutions à l'exportation cohérente avec la baisse de 15% des prix d'intervention. De plus, les aides intérieures sont ajustées de sorte que les prix subventionnés restent constants.

[5] La baisse des subventions à l'exportation est de 67%.

[6] La baisse du niveau des quotas laitiers est de 2,23%.

[7] Dans ce dernier scénario, les contraintes OMC sur les exportations subventionnées deviennent caduques puisqu'aucune exportation ne bénéficie de subventions.

que compte tenu de la présence des quotas, les résultats resteraient sensiblement identiques si l'on considérait que les aides directes étaient couplées. Seuls les pays où les quotas ne seraient pas contraignants lorsque les aides sont découplées verraient leur production augmenter dans le cas où les aides seraient couplées.

Les trois scénarios conduisent à des diminutions du prix du lait à la ferme équivalentes (environ 20%) (voir Tableau 1). La production de lait varie en fonction de l'hypothèse adoptée sur les quotas : augmentation dans le scénario "Berlin + OMC", diminution dans les deux autres scénarios. Il faut noter que compte tenu de la baisse du prix du lait (et de l'hypothèse de paiements compensatoires découplés de la production), la production effective de lait augmente moins (ou diminue plus) que la variation du quota. Au niveau agrégé européen l'écart entre production et quotas est cependant très faible.

Les marchés des produits laitiers sont grandement affectés par ces scénarios de réforme de la politique laitière européenne. C'est particulièrement vrai pour les produits de base que sont les poudres et le beurre. Les marchés de ces produits sont en effet très sensibles aux niveaux des aides car les marchés qui bénéficiaient des aides à la consommation intérieure ou à l'exportation représentent des tonnages importants. Ainsi, l'utilisation de la poudre de lait entier (ou partiellement écrémé) dépend très fortement des aides à l'exportation. De même, dans le cas du beurre et de la PLE, les marchés intérieurs aidés représentent une part significative des utilisations. La production de beurre diminue dans tous les scénarios mais dans des proportions relativement limitées : la part des exportations subventionnées est relativement modeste et la baisse du prix intérieur entraîne une augmentation non négligeable de la consommation (la baisse des aides intérieures est compensée par la baisse du prix du lait). La baisse de la production de PLE est plus importante dans tous les scénarios (de 12% dans le scénario "Berlin + OMC" à 22% "baisse quota + suppression du soutien"). Elle s'explique principalement par la baisse des exportations. Enfin, la production de poudre grasse augmente dans le scénario "Berlin + OMC" en raison d'une redistribution du quota d'exportations subventionnées au sein du groupe des "autres produits". Par contre, dès lors que les aides aux exportations sont fortement réduites ou supprimées, la production de poudre grasse diminue significativement du fait de la chute des exportations.

Pour les autres produits laitiers, la dépendance vis-à-vis des aides est moins forte soit parce que les niveaux des aides sont plus faibles soit parce que les volumes concernés représentent une faible part des utilisations. Ainsi, dans tous les scénarios, les productions de lait liquide et de fromages augmentent : la baisse du prix du lait et donc des produits laitiers entraîne une augmentation de la demande intérieure pour ces produits. On assiste donc globalement à une substitution de la production de beurre et poudres au profit de la production de produits de grande consommation.

Les différents scénarios conduisent à une forte redistribution des surplus entre agents. La baisse du revenu des producteurs (avant compensation) résultant de la baisse des prix du lait est de 6,3 milliards d'Euros (par construction, cette baisse est identique dans les trois scénarios). Cette diminution de revenu est compensée en partie par les transferts du contribuable pour un montant de 2,8 milliards d'Euros. Le bilan net des trois scénarios serait donc une diminution du revenu de 3,5 milliards d'Euros, pour une réforme qui serait mise en place immédiatement. Dans la réalité, la réforme décidée à Berlin sera mise en œuvre de façon graduelle et ne sera complète qu'en 2007 [8]. Compte tenu des transferts directs du contribuable aux producteurs, le coût pour le contribuable augmente dans une fourchette allant de 0,9 (scénario "baisse quota + suppression du soutien") à 1,5 milliard d'Euros (scénario "Berlin + OMC"). Quel que soit le scénario, la diminution du coût de soutien direct des prix (aides intérieures et restitutions) est inférieure au coût des aides directes de compensation des baisses de revenu. Dans tous les scénarios, les consommateurs gagnent en raison de la baisse importante du prix du lait. Bien qu'elle ne soit pas explicitement évaluée dans le modèle, la variation de surplus des transformateurs (en %) peut être approchée par la variation des productions (en %) des différents produits laitiers. Ainsi, le surplus des producteurs de beurre et de poudres diminuent alors que le surplus des producteurs de fromage augmente. Du point de vue du bien-être économique global de l'UE, pour une même baisse du prix du lait (20% environ) et un même niveau de surplus des producteurs laitiers, il est préférable de baisser les subventions à l'exportation (scénario "Baisse des Subventions + OMC") plutôt que d'augmenter le niveau des quotas laitiers (scénario "Berlin + OMC"). La suppression totale des aides intérieures et des subventions à l'exportation conduit à l'augmentation du bien-être global la plus importante (1,3 milliard d'Euros). Ce résultat s'explique, d'une part, par le fait que la baisse de revenus des producteurs est compensée par le gain de surplus des consommateurs et des contribuables et, d'autre part, par l'impact positif sur les prix mondiaux liés à la baisse des exportations.

Suppression des quotas laitiers et nouveau cycle de négociation de l'OMC

Nous analysons maintenant l'impact d'une abolition du système de quotas laitiers. On compare les effets de la suppression des quotas dans deux hypothèses de réduction du soutien interne. Dans le premier cas (scénario "quotas supprimés + OMC"), les aides intérieures et à l'exportation sont réduites en cohérence avec une réduction de 15% des prix d'intervention du beurre et de la PLE. Comme précédemment, on suppose qu'un nouveau cycle de libéralisation des échanges a eu lieu. Dans le deuxième cas (scénario "quotas supprimés + libéralisation"), elles sont totalement supprimées.

La production de lait augmente de 2,9% dans le scénario "quotas supprimés + OMC". Elle est pratiquement stable (+0,6%) dans le scénario "quotas supprimés + libéralisation". Même si le niveau agrégé de la production est sensiblement identique entre les différents scénarios, la répartition de la production dans l'UE serait différente selon qu'il y ait quotas ou absence de quotas. En l'absence de quotas, on assisterait à une redistribution de la production entre les États membres en faveur des Pays-Bas, du Royaume-Uni et du Danemark et au détriment de la France, de l'Allemagne et des pays du sud de l'UE [9]. En l'absence de quotas, le fait que les aides directes soient ou non couplées a un impact important sur les résultats. Dans le cas présent, nous les avons considérées comme découplées. Si elles étaient couplées (ou perçues comme couplées), cela entraînerait une forte augmentation de l'offre de lait et une forte baisse du prix de marché du lait.

[8] On a évalué par ailleurs que l'augmentation de la demande intérieure de produits laitiers entre 2001 et 2007 aurait un effet positif sur les revenus des producteurs agricoles d'un montant supérieur à la baisse estimée ici.

[9] La suppression des quotas entraînerait également une redistribution de la production au sein des pays. Cette redistribution n'est pas prise en compte dans le cadre de ce modèle.

L'offre agrégée de lait varie peu dans les deux scénarios de suppression des quotas. Ce n'est pas le cas du prix du lait à la ferme qui baisse de 26% dans le scénario "quotas supprimés + OMC" et de 27,5% dans le scénario "quotas supprimés + libéralisation". La suppression totale des aides ne génère qu'une baisse additionnelle de 1,5% car la moindre augmentation de la production vient limiter l'effet prix de la suppression totale des aides intérieures et à l'exportation.

Dans l'hypothèse d'une libéralisation totale du secteur laitier, la production de poudres diminue significativement et ceci en raison de la baisse importante des exportations. La production de beurre est moins affectée même si les exportations de beurre disparaissent. Dans l'hypothèse d'une libéralisation uniquement partielle, les productions de beurre et de poudre grasse augmentent car le renforcement des contraintes OMC n'est pas suffisant pour induire une baisse des exportations. Ce n'est pas le cas de la PLE dont les exportations sont limitées par les accords. Comme dans les scénarios précédents, les productions des biens essentiellement consommés dans l'UE augmentent car la baisse des prix favorise la consommation intérieure et les exportations, y compris dans l'hypothèse d'une suppression des subventions à l'exportation.

L'impact des deux scénarios de suppression des quotas sur le revenu des producteurs laitiers est très important et du même ordre de grandeur dans les deux simulations (8 à 8,5 milliards d'Euros). L'impact sur le bien-être global est positif, mais avec de grandes différences dans les deux scénarios : il est quatre fois plus important dans le scénario "quotas supprimés + libéralisation" (0,8 milliard d'Euros) que dans le scénario "quotas supprimés + OMC" (0,2 milliard d'Euros). Ainsi, la suppression des quotas n'a de sens que si elle s'accompagne également d'une suppression totale des aides intérieures et à l'exportation.

4 - Conclusion

La diminution ou la suppression des aides intérieures et à l'exportation conduit à une baisse de la production des produits laitiers de base (beurre, poudres) et à un accroissement de la production des produits de grande consommation, essentiellement consommés dans l'UE (produits frais, lait liquide, fromages). On assisterait donc à une réorientation des choix de production par l'industrie et à un recentrage sur le marché intérieur qui, dans le cas des produits laitiers, représente la majeure partie des débouchés.

En raison de l'inélasticité de la demande, toute variation de la production de lait a un impact important sur le prix du lait à la ferme. On peut ainsi estimer qu'une augmentation de 1% de la production engendre une diminution de 4% du prix du lait. L'augmentation des quotas (toutes choses égales par ailleurs) a donc un fort effet de dépréciation des prix.

Les scénarios étudiés aboutissent à une redistribution très importante des surplus entre agents, au profit des consommateurs et au détriment des producteurs. De telles réformes nécessiteraient donc la mise en place d'aides de compensation des contribuables vers les producteurs. Au-delà du débat sur le caractère transitoire de ces aides, leur dégressivité, leur plafonnement et/ou leur modulation, il est important que celles-ci aient l'impact le plus faible possible sur la production de sorte qu'elles ne soient pas diluées dans une baisse du prix du lait : le régime de quotas garantit l'absence d'impact sur les volumes produits. Si les quotas ne sont plus en place, les aides doivent être versées de façon découplée.

En termes de bien-être, les gains les plus importants sont réalisés lorsque les aides intérieures et à l'exportation sont réduites ou supprimées. Les résultats suggèrent que si l'objectif premier de l'UE est de rapprocher les prix européens des prix mondiaux, alors il faut agir sur les niveaux des aides (intérieures et exportations) plutôt que sur le niveau de production. Pour une même réduction de prix, la première voie augmente plus le bien-être que la deuxième. On montre également qu'il est dans l'intérêt de l'UE de réduire fortement ses aides intérieures et aux exportations, et ceci même dans un cadre unilatéral.

De façon générale, nos simulations montrent que dans le cas du secteur laitier, les quotas sont un instrument de redistribution efficace. La distorsion sur les prix à la consommation est in fine peu coûteuse. Ce jugement doit cependant être replacé dans le cadre plus général des inconvénients et des bénéfices d'une politique de gestion de l'offre qui doit inclure des considérations telles que les effets à long terme, l'impact du progrès technique, l'impact sur les coûts de production, le rôle sur la stabilisation des prix, l'appropriation des rentes par les propriétaires et non par les producteurs et les effets sur l'entrée dans la branche pour les jeunes producteurs.

Zohra Bouamra-Mechemache et Vincent Réquillart, INRA - ESR/MAIA Toulouse
bouamra@toulouse.inra.fr - requilla@toulouse.inra.fr

Pour en savoir plus

Bouamra-Mechemache, Z. ; Chavas, J.P. ; Cox, T.L.; Réquillart, V. (2001), *EU dairy policy reform and future WTO negotiations : a spatial equilibrium analysis*. INRA-ESR Toulouse, Cahier de recherche, 2001-03, 35 p.

Bouamra-Mechemache, Z. ; Dartigues, K. ; Réquillart, V. (2001), *Réforme de la politique laitière de l'Union européenne : analyse de scénarios,* document téléchargeable à l'adresse http://www.toulouse.inra.fr/esr.

Bouamra-Mechemache, Z. ; Réquillart, V. (2000), Analysis of EU dairy policy reform, *European Review of Agricultural Economics,* 27(4), pp 409-430.

Chavas, J.P. ; Cox, T.L. ; Jesse, E. (1998), Spatial allocation and the shadow pricing of product characteristics, *Agricultural Economics,* 18, pp 1-19.

Special issue **(1999),** *Canadian Journal of Agricultural Economics,* 47(5).

Consulter également le site internet : http://www.toulouse.inra.fr/esr

Diffusion, abonnement : INRA Éditions, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex France
Tél : 01 30 83 34 06 - Télécopie : 01 30 83 34 49
Abonnement d'un an (6 nos): France 22,87€ (150F) ; Étranger 27,44€ (180F). Paiement à l'ordre du régisseur INRA Éditions
Dépôt légal : 4ème trimestre 2001. Commission Paritaire n° 2147 ADEP.
Réalisation et impression : Suzanne Jumel et Jacky Debret, INRA ESR 65 Boulevard de Brandebourg, 94205 Ivry Cedex.

Tableau 1 : Impact des scénarios sur les marchés du lait et des produits laitiers et sur le bien-être de l'UE

		Quotas laitiers			Suppression des quotas laitiers	
	Référence	Berlin + OMC	Baisse des Subventions + OMC	Baisse des Quotas + Supp. soutien	OMC	Libéralisation
Lait						
Production	113796	101,5	99,6	97,4	102,9	100,6
Prix	0,27	79,6	79,7	79,9	73,9	72,5
Produits laitiers						
Beurre						
Production	1593	100	97	93	102	98
Prix	2,87	86	76	73	84	73
Consommation	1470	106	114	116	108	116
Exportations	269	96	39	0	103	0
Poudre de lait écrémé						
Production	1065	88	88	79	90	90
Prix	1,88	77	83	82	73	76
Consommation	955	102	101	101	101	98
Exportations	273	73	73	38	82	69
Poudre de lait entier						
Production	1046	103	86	71	108	79
Prix	2,50	83	77	71	80	68
Consommation	501	105	107	109	106	110
Exportations	581	100	68	39	109	52
Lait liquide						
Production	31039	101	101	101	102	101
Prix	0,47	91	92	92	88	89
Consommation	30786	101	101	101	101	101
Fromage *						
Production	3179	102	102	102	104	107
Prix	3,79	89	89	90	86	87
Consommation	2947	106	105	105	107	107
Exportations	321	98	96	95	104	103
Revenus et surplus						
Producteurs (hors aides directes 'Berlin')	18,1	-6,3	-6,3	-6,3	-8,1	-8,5
Producteurs (inclus aides directes 'Berlin')		-3,5	-3,5	-3,5	-5,1	-5,5
Coût contribuable (hors aides directes 'Berlin')	1,7	-1,3	-1,7	-2,0	-1,3	-1,9
Coût contribuable (inclus aides directes 'Berlin')		1,5	1,1	0,9	1,6	1,0
Consommateur		5,1	5,4	5,6	6,2	6,9
Total UE		0,5	1,0	1,3	0,2	0,8

La référence correspond au scénario de référence. Les prix sont exprimés en €/kg, les productions en 10^3 tonnes, les surplus et revenus en 10^9 €. Les résultats des scénarios sont exprimés en indice pour les variables relatives aux marchés (indice 100 = valeur de la variable dans le scénario de base) et en variation absolue pour les revenus et surplus (10^9 €).
* Fromage : pâtes dures et demi-dures.